

De l'Essence de la Monnaie

et de ses conséquences politiques : pourquoi il ne peut exister de droits de l'homme et du citoyen sans monnaie de l'homme et du citoyen



Christophe Petit

1.Enjeux

Jamais il n'y eût d'affirmation plus orwélienne que celle qui consiste à dire que la monnaie est neutre et pourtant, c'est le présupposé qui régit une grande partie de la politique économique. Or, l'essence de la monnaie est d'être justement la non-neutralité en puissance qui se déploie sans cesse en acte par ses effets. Elle est le principe générateur fondamental des relations entre les hommes et les objets qui se déploie dans toutes les dimensions de la civilisation. Les défenseurs de la théorie dite étatique ou chartaliste de la monnaie ont raison de dire que les défenseurs de la théorie de la monnaie-marchandise ont tort. Cependant, les défenseurs de la théorie selon laquelle la monnaie est une marchandise qui émerge du marché ont aussi raison de dire que les défenseurs de la théorie étatique de la monnaie ont tort. Les uns veulent placer l'Etat au centre des institutions et de la politique économique tandis que les autres veulent placer le Marché au centre. Or, comme l'ont montré les travaux de Hudson et de Graeber ainsi que les travaux de l'école monétaire française, si l'institution monétaire est apparue avant les autres institutions économiques que sont l'Etat, le Marché ou encore l'Entreprise, ce n'est pas un hasard historique, exactement de la même manière que si internet a été inventé après l'ordinateur qui a été inventé après l'électricité, cela n'est pas non plus un hasard historique. Les institutions ont leur chronologie comme les techniques. La monnaie est la condition de possibilité des autres institutions. Sans monnaie, pas d'Etat qui puisse payer ses fonctionnaires et prélever les impôts. Sans

monnaie, pas d'entreprise qui puisse réaliser du profit. Sans monnaie, pas de marché capable de coordonner les besoins.

Nous sommes alors devant un problème philosophique. Quel est le fondement de la monnaie si on ne peut pas la fonder sur l'Etat, sur le marché ou sur une combinaison des deux ? La monnaie est justement ce qui fonde et ce qui n'a pas de fondement. Dans l'histoire de la philosophie, Nietzsche est passé à côté de la monnaie alors qu'elle est la valeur des valeurs de la civilisation puisque selon notre thèse, c'est la monnaie qui détermine la valeur des biens et des services, plus encore que le travail fourni pour produire le bien ou encore l'utilité du bien. Marx est passé à côté de la monnaie alors qu'elle est l'enjeu profond de la lutte des classes pour l'appropriation des moyens de production de monnaie qui permet l'appropriation des moyens de production de biens et de services¹. Hegel est passé à côté de la monnaie alors qu'elle est la raison dans l'histoire. Kant et Husserl sont aussi passés à côté de la monnaie car la monnaie n'est rien d'autre que le champ transcendantal collectif où les songes des schèmes transcendants individuels viennent s'abreuver. Autrement dit, nous tenterons de montrer que notre imaginaire nourrit et se nourrit sans cesse de l'institution monétaire. Aujourd'hui, depuis les travaux de Mauss sur le don comme forme de relation et donc à notre sens, comme monnaie originelle puisque nous définissons la monnaie comme l'interaction centrale de l'humanité, mais aussi depuis les travaux du MAUSS ainsi que les travaux de l'école française économique monétaire (Aglietta, Orléan, Servet et surtout en ce qui concerne cet article l'économiste Cartelier) et des auteurs tels que Hudson, Graeber ou encore Heinsohn, il devient possible d'identifier

¹ Le marxisme dominant du manifeste du parti communiste insiste sur la lutte des classes pour l'appropriation des moyens de production de biens et de services mais pas sur le rôle premier de la lutte des classes pour la production de monnaie.

historiquement la monnaie à la raison², ou en tout cas de tenter de poser cette hypothèse déjà présente chez Simmel afin d'en étudier les conséquences. Or, si la monnaie comme institution fondamentale génère et régénère sans cesse les schèmes transcendants de l'imagination dans une dialectique entre le mythe et la monnaie et si ces schèmes structurent les catégories de la pensée humaine, alors l'on peut comprendre que l'histoire à long terme de la monnaie comprise comme réduction du don au crédit n'est pas seulement une réduction des possibilités politiques économiques mais une réduction de toutes les catégories de la pensée, de notre imaginaire conceptuel et finalement de nos arts et de nos sciences. Par don, nous entendons ici un idéal-type de relation humaine dont le spectre s'étend du don entre ami au crédit banquier, autrement dit dont le spectre couvre toutes les interactions humaines. La grande réduction relationnelle est donc une grande réduction anthropologique des possibilités humaines mais surtout, une grande réduction de nos schèmes cognitifs désormais prisonniers de la pensée du crédit internalisée dès l'enfance car les autres formes de don qui subsistent, par exemple au sein de la famille³, ont été écartées de la raison monétaire actuelle qui est fondée sur trois principes selon lesquels (i) la monnaie doit toujours être créée sous forme de dette, (ii) le créancier doit toujours rembourser ses dettes et (iii) la monnaie doit toujours être créée selon le dogme du ruissellement, c'est-à-dire du haut d'une pyramide économique et sociale, que celle-ci soit publique ou privée. On est loin du don originel et d'une politique qui se voudrait convivialiste⁴ et qui prendrait en compte

² Sohn-Rethel qui a théorisé sur le plan philosophique le lien entre la monnaie et la raison même si c'est Simmel qui en a eu le premier l'intuition. Aujourd'hui, le philosophe Jean Vioulac prend en compte le rôle central de la monnaie. Dans sa thèse sur le néolibéralisme chez Foucault et Deleuze, Quentin Badaire traite aussi du rôle de la monnaie.

³ Ces dons, aussi importants soient-ils, dépendent du crédit au sens où les dons au sein de la famille ou entre amis ne peuvent exister que si certaines personnes sont capables de réaliser ces dons, autrement dit, de posséder un pouvoir de gagner un revenu dans le cadre d'une économie monétaire réduite elle à une monnaie-dette.

⁴ Second manifeste convivialiste : Pour un monde post-néolibéral, Internationale convivialiste, 2020.

toutes les possibilités politiques monétaires pour les réconcilier, qu'elles soient libérales, socialistes, écologistes ou anarchistes (c'est-à-dire démocratique) car le libéral d'aujourd'hui est devenu le néolibéral qui interdit la liberté de faire co-exister d'autres formes de gouvernementalités monétaires que celle de la création monétaire par les banques privées. Pour fonder la monnaie sur elle-même, il faut lui donner une clôture logique dans sa propre définition afin qu'elle puisse se générer dialectiquement elle-même par une forme d'*autopoiesis* institutionnelle qui synthétise sans cesse les nouvelles institutions qu'elle projette en tant que matrice des institutions et que principe fondamental de toutes les institutions.

Notre thèse dans cet article est que la monnaie est un lien entre l'individu et la société parce qu'elle est un lien entre le subjectif et l'objectif ou, pour éviter des débats conceptuels qui ne sont pas l'enjeu de cet article, entre la qualité et la quantité. Or, pourquoi est-elle le lien entre la qualité et la quantité ? Parce qu'elle est le lien entre l'individu et la société et que c'est ce rapport entre l'individu et la société qui produit dans une intersubjectivité du quantitatif – unité de compte, réserve de valeur et donc moyen de paiement pratique – et du qualitatif car seule cette définition de la monnaie permet de résoudre l'hypothèse de nomenclature⁵ qui fait remarquer que le fait de poser

5 « L'hypothèse de nomenclature revient à supposer possible une description de l'ensemble des choses, qualifiées de biens ou de marchandises, antérieurement à toute proposition relative à la société. En d'autres termes, les formes sociales spécifiques (échange, production, ...) s'édifient sur un substrat neutre : la nature ou le monde physique dont il est possible de parler en premier lieu » - Page 94, Cartelier et Benedetti, *Marchands, Salariat et Capitalistes*, 1980. Ainsi « Les manuels élémentaires de microéconomie commencent leur présentation des économies de concurrence parfaite en décrivant la liste des *m* biens susceptibles d'être échangés, ce que Benedetti et Cartelier appellent l'hypothèse de nomenclature. On a longtemps pu considérer cette hypothèse comme parfaitement anodine, ne faisant que prendre acte du fait que les marchandises, parce qu'elles sont des « choses », peuvent faire l'objet d'une description objective « naturelle » avant même que les échanges aient lieu. Il revient aux théoriciens des asymétries d'information (George Akerlof, Michael Spence et Joseph Stiglitz) d'avoir montré à quel point cette interprétation est erronée. Ils ont montré que cette hypothèse est essentielle et qu'elle doit être interprétée de manière restrictive : chaque bien soumis à échange a une qualité homogène, parfaitement définie et connue de tous les agents. C'est à cette condition que le mécanisme des prix peut fonctionner correctement, i.e. conformément aux analyses walrasiennes. » (André Orléan – *Réflexions sur les fondements institutionnels de*

le marché comme institution centrale amène à poser la préexistence de la qualité des biens, probablement posés dans le marché par cette sacrée main invisible. C'est en quelque sorte la démonstration par l'absurde de l'impossibilité de fonder la science économique sur l'institution du marché. La qualité des biens et des services est sans cesse produite par la monnaie de même que leur quantification. La monnaie est la valeur des valeurs qui produit sans cesse la valeur d'échange. Elle est précisément ce qui relie le qualitatif et le quantitatif parce qu'elle est ce qui relie l'individu et la société, et inversement, à l'infini. La monnaie est en puissance le principe infini de toute civilisation.

Par principe infini⁶, il faut comprendre le fondement au sens d'un principe ultime qui n'est déterminé par rien et qui détermine tout. Cela signifie que la monnaie n'est déterminée par rien mais qu'elle détermine tous les phénomènes des sciences humaines. On ne peut jamais aller au-delà de la monnaie car la monnaie est la relation humaine fondamentale dès lors que l'on ne la réduit pas à telle ou telle forme monétaire particulière mais que l'on comprend le principe même de la monnaie. On fera peut-être un grand pas en avant dans l'objectivité scientifique des sciences humaines dès lors que l'on comprendra que tous les rapports humains sont monétaires et seulement monétaires mais pas au sens vulgaire. Il s'agit ici de comprendre le sens philosophique profond de la monnaie qui est la relation

l'objectivité marchande : <http://www.parisschoolofeconomics.com/orlean-andre/depot/publi/ART2003tREFL.pdf>, page 5).

⁶ Dans l'histoire de l'infini, c'est Duns Scot qui a réfuté l'infini aristotélicien en disant que l'infini aristotélicien n'était pas un infini parce qu'il était un infini sans cesse remis à plus tard en ajoutant 1 à n alors que l'infini était maintenant et tout de suite. Cette notion d'infini a inspiré Cantor qui a théorisé l'infini mathématique grâce à la théorie des ensembles car l'ensemble des nombres N n'est pas un infini remis à plus tard mais un infini maintenant, tout de suite, partout, un réel infini⁶. Ensuite, c'est Einstein qui s'est inspiré de Cantor en posant comme infini la lumière qui est toujours infini, partout et tout le temps car sa vitesse est toujours celle de l'infini, quelle que soit la vitesse de l'objet qui se déplace. Récemment, Laborde a repris cette théorie de l'infini et l'a appliquée à la monnaie avec la théorie relative de la monnaie qui propose une monnaie réellement démocratique dont la vitesse de création est constante et distribuée démocratiquement à tous.

humaine fondamentale qui unit les hommes parce qu'elle unit le qualitatif – souvent défini par le domaine du droit – et le quantitatif – les unités de comptes, et que cette union est aussi ce qui permet de relier les individus entre eux ainsi que le passé avec le futur au sens où la monnaie comme raison dans l'histoire est aussi une mémoire qui sans cesse se met à jour en fonction de l'évolution des valeurs culturelles et des modifications de l'institution monétaire que ces valeurs peuvent amener au niveau des trois règles fondamentales de la monnaie que sont la création, le transfert et la destruction de monnaie. Le rôle de la monnaie peut alors être compris comme le moteur des relations et donc des sociétés humaines. Ainsi c'est la monnaie et en premier lieu la vitesse de création de la monnaie qui devient l'invariant du monde humain de la même manière que la vitesse de la lumière devient l'invariant du monde physique, d'où l'idée de Laborde⁷ dans sa théorie relative de la monnaie de poser cette logique de la vitesse de la création de monnaie comme un invariant : l'invariant est le pourcentage de la quantité de monnaie créée chaque mois (ou chaque année) divisée par la quantité de monnaie totale existante. La raison du choix de la monnaie comme invariant et donc comme fondement tient à notre thèse de la nature de la monnaie comme unité relationnelle entre les hommes et les objets du monde. La monnaie est l'unité relationnelle institutionnelle ultime de la même manière que la distance est l'unité relationnelle ultime dans l'espace et que l'intervalle est l'unité de l'espace-temps sur le plan statique. De même que Piaget⁸ a montré a que les structures cognitives chez les enfants dérivent

⁷ Selon la théorie relative de la monnaie (<https://trm.creationmonetaire.info/>), la monnaie doit être créée de manière uniforme ou démocratique directement dans les comptes bancaires des citoyens sous forme de revenu inconditionnel. Ce principe permet d'instaurer un pouvoir démocratique absolument inaliénable du peuple. C'est une création monétaire démocratique. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de création monétaire étatique ou privée sous forme de crédit. Il y aurait un autre article à écrire au sujet des avantages d'une telle monnaie – don complémentaire à la monnaie de crédit actuelle mais ce n'est pas le sujet de cet article qui se focalise sur une définition de la monnaie et sur les conséquences de cette définition, notamment en ce qui concerne la théorie de la valeur.

⁸ Jean Piaget – Logique et connaissance scientifique – Pléiade.

de leurs interactions, de même Sohn-Rethel⁹ a montré que la philosophie grecque et donc les structures cognitives de l'humanité, de l'histoire de la métaphysique et des sciences proviennent elles aussi de leurs interactions et que l'interaction ultime est la monnaie. Si les structures cognitives émergent des interactions entre les individus comme l'a montré Piaget et si la monnaie est l'interaction fondamentale entre les individus alors la monnaie est la raison dans l'histoire et donc le fondement ultime qui conditionne et qui n'est pas conditionné par les institutions humaines. L'imaginaire collectif est synthétisée dans la monnaie qui se déploie ensuite dans les institutions humaines et dans les sciences à mesure que la monnaie produit un raffinement du droit et du langage mais aussi de la comptabilité et des mathématiques. Sohn-Rethel, Vioulac, mais aussi Hudson et Graeber remarquent d'ailleurs que la pensée philosophique et les mathématiques émergent avec la monnaie, géographiquement et historiquement. C'est pour cette raison que la lutte des classes est, comme l'a montré Hudson, une lutte des classes pour l'appropriation de l'institution monétaire, non seulement parce que les moyens de production de monnaie déterminent les moyens de production de biens et de services mais encore, épistémologiquement et ontologiquement, parce que la monnaie est le lieu où surgit le travail de la raison comme synthèse de l'imagination collective et comme déploiement analytique de cette synthèse toujours en mouvement dans les institutions. **Le propre de la monnaie est d'être au centre des institutions, un carrefour qui relie le qualitatif au quantitatif et donc le passé au futur car ce qui est quantifié, ce sont les flux de trésorerie**

⁹ Alfred Sohn Rethel : La Monnaie. L'argent comptant de l'a priori – 2017 – Editions La Tempête. A noter que les travaux d'Alferd Sohn-Rether, proche de l'école de Francfort, sont repris aujourd'hui par l'école de la critique de la valeur et par le philosophe Jean Vioulac dont je recommande la lecture de cet entretien : <https://www.actu-philosophia.com/entretien-avec-jean-vioulac-autour-d-approche-de/> qui permettra au lecteur de bien mieux comprendre cet article. On pourra aussi lire au sujet du rôle de la monnaie et du langage l'ouvrage de Jean-Joseph Goux intitulé « les monnayeurs du langage ». A noter que Marx traite de la monnaie dans les ouvrages 2 et 3 du Capital alors que ce livre, notamment par le biais du manifeste du parti communiste a été souvent réduit au premier ouvrage qui ne traite pas de la monnaie.

futurs tandis que ce qui est qualifié, ce sont les droits de propriété qui sont déjà-là (hypothèse de nomenclature) mais les deux dimensions ne sont véritablement créées que dans le présent et la relation entre la qualité du bien ou du service déjà existante – au sens où on reconnaît cette qualité comme déjà existante dans le passé – et de la quantité future des flux monétaires comptabilisés n'est créée que par l'acte de création de crédit qui lie en même temps l'individu à la société par l'obligation qu'à l'individu de rembourser la monnaie créée sous forme de dette.

Pour résumer à nouveau, la monnaie comme interaction centrale entre les hommes est toujours en avance sur la théorie que les hommes construisent à partir de leurs interactions mais la monnaie ne peut se comprendre comme interaction fondamentale entre les hommes que si elle est un lien entre le qualitatif et le quantitatif qui dépend lui-même d'un lien entre l'individu et la société qui dépend lui-même d'un lien entre le qualitatif et le quantitatif dans une boucle récursive génératrice des disciplines quantitatives par la comptabilité et qualitatives par le droit. Il est très probable que seuls les individus ayant travaillé dans les institutions financières pourront comprendre cette affirmation qui demande une praxis, qui demande de connaître les documents financiers (*loan agreement, credit application, final investment memorandum, etc.*) qui sont justement les documents performatifs qui créent la monnaie parce qu'ils créent un lien entre le quantitatif (une quantité de monnaie estimée à partir des flux futurs de remboursement estimés) et le qualitatif (des sécurités juridiques pour s'assurer le paiement du prêt grâce aux droits de propriété qui attestent de la qualité des biens et des services construits dans le passé) ainsi qu'un lien entre l'individu qui demande le prêt et la société qui le lui accorde via une banque. Selon notre thèse, l'inconscient collectif et ses mythes sont synthétisés dans la politique monétaire qui crée sans cesse du droit qui infuse dans

le langage et de la comptabilité qui infuse dans les mathématiques par la création de crédit car pour chaque crédit accordé, il faut quantifier la quantité de crédit mais aussi qualifier les sécurités juridiques qui vont garantir ce crédit. L'appât du gain pousse alors à l'innovation du crédit et donc à trouver toujours plus de droits juridiques et de calculs comptables pour coder le monde dans l'extension du domaine du capital.

L'enjeu d'une telle définition de la monnaie est qu'elle potentialise dans sa forme et en particulier dans ses règles institutionnelles fondamentales que sont la création monétaire, la destruction monétaire et le transfert monétaire – ou imposition – toutes les possibilités d'une société. Or, selon cette définition de la monnaie, la politique économique a selon notre thèse fait deux erreurs. Une erreur de droite ou libérale a consisté à penser le marché comme institution centrale. L'erreur de gauche, keynésienne ou marxiste, a consisté à penser l'état comme institution centrale. Depuis des siècles, les libéraux reprochent aux étatistes d'entraver un marché libre et non faussé qui permettrait le développement de l'égalité. Les étatistes reprochent l'inverse aux libéraux. Selon notre définition, puisque toute institution est avant tout monétaire, trop monétaire, un état ne peut être démocratique que si la monnaie est elle-même démocratique. Il en est de même du marché ou de l'entreprise. L'impasse de ce débat politique se retrouve à un niveau plus technique dans la théorie économique. Les uns veulent fonder la monnaie sur le marché et les autres sur l'état. Selon notre définition philosophique de la monnaie qui emprunte le concept de holon de Koestler – double lien subjectif/objectif et un/multiple – en le retravaillant selon une double dialectique et en montrant la conformité de concept à l'histoire de la monnaie qui précède celle des autres institutions, j'ai souhaité proposer une thèse qui explique pourquoi la

science économique et la démocratie sont dans des impasses aujourd'hui. La science économique parce que les fondements de la science économique sur l'état ou encore sur le marché plutôt que sur la monnaie sont deux erreurs épistémologiques. La démocratie, si la monnaie est bien le fondement des autres institutions, alors il ne peut y avoir de réelle démocratie sans monnaie démocratique, ce que nous révèle tous les jours les faits empiriques de l'absence de démocratie réelle¹⁰ parce que le lobbying qui est la conséquence du ruissellement monétaire privé parvient à corrompre les états.

2. Définition de la monnaie

Nous proposons une définition de la monnaie comme double relation (i) du qualitatif et du quantitatif, mais aussi comme relation (ii) de l'individu et de la société. La monnaie est selon ce modèle l'unité fondamentale du monde social comme le mètre est l'unité fondamentale de l'espace ou la seconde du temps parce que la monnaie est la condition de possibilité du monde social en reliant l'individu et la société mais aussi le qualitatif et le quantitatif. Le pôle quantitatif de la monnaie est selon notre thèse l'unité de compte. Le pôle qualitatif de la monnaie est le droit de propriété. C'est parce que la monnaie est une relation d'unité de compte de droits de propriété qui relie des unités de comptes à des droits de propriété que la monnaie permet de relier les individus isolés à la société. En effet,

¹⁰ Une étude de Princeton utilise notamment la corrélation entre les souhaits des citoyens américains et les décisions politiques pour montrer une corrélation nulle, voir négative entre l'ensemble des citoyens et les décisions ainsi qu'une corrélation très forte, proche de 1, entre les souhaits d'une minorité d'élite de revenus et les décisions politiques : <https://www.bbc.com/news/blogs-echochambers-27074746>.

les individus communiquent pour échanger des biens et des services qui sont qualifiés et quantifiés grâce à l'institution monétaire et c'est cette communication ou interaction ou relation qui sans cesse définit les qualités et les quantités des biens et des services. Notre proposition s'appuie sur l'idée fondamentale de la comptabilité double qui émergé lors de la renaissance. Selon la logique de notre thèse, les institutions émergent de la monnaie. Par conséquent, les institutions comme l'entreprise, l'état ou le marché possèdent une même nature monétaire. La comptabilité double de l'entreprise avec d'un côté l'actif et de l'autre le passif provient dans notre interprétation de la comptabilité double de la monnaie qui oppose l'actif des droits de propriété au passif des unités de comptes liées à ces droits de propriété. C'est la monnaie qui est la condition de possibilité de la comptabilité qui compte des unités monétaires et ces unités sont une double relation – entre l'individu et la société mais aussi entre les unités de comptes – l'aspect quantitatif de la monnaie – et les droits de propriété – l'aspect qualitatif de la monnaie.

Les travaux regroupés par Muniesa dans les ouvrages « Capitalization » et « Assetization » nous montrent différents exemples concrets qui visent à décrire ce qu'est la transformation des objets et des activités qui ne sont pas économiques et qui sont culturels au sens large où ils possèdent une signification pour une collectivité en objets ou en activités économiques. Les notions de capital et d'actifs sont liées à la notion de flux de revenus futurs générés par l'actif. Un actif est un objet qui génère un flux de revenus et ce flux de revenus représente la capitalisation de l'actif. Toutes les techniques de calcul du capital, au sens des fonds propres d'une entreprise, reviennent à calculer la somme actualisée des flux économiques

futurs¹¹. Comme l'écrit Muniesa, cette définition de l'actif requiert de comprendre quelles en sont les limites, la mesure de ses qualités et de ses quantités, et une évaluation de sa valeur monétaire qui requiert un énorme travail par des experts techniques, financiers et juridiques. L'évaluation de la valeur monétaire de l'actif s'appuie sur des droits de propriété qui vont garantir que les acquéreurs de l'actif recevront des revenus futurs évalués par des analystes financiers à une certaine capitalisation en unités de compte par des méthodes telles que les « discounted cash-flow » (DCF) ou flux futurs actualisés.

Ainsi, si l'on considère une activité qui possède une signification pour des individus, on peut la nommer culturelle. Cette activité peut devenir un service justement parce qu'elle possède une signification pour les individus. La transformation de cette activité ou de ce bien culturel en bien économique requiert une procédure de capitalisation ou de transformation en actif selon Muniesa. Par la dimension qualitative de la monétisation, je fais référence aux droits de propriétés qui garantissent que le possesseur du bien pourra s'approprier les revenus générés par ce bien. Je considère cette dimension qualitative au sens où la définition des droits de propriétés est qualitative et dépend de valeurs culturelles. Il s'agit souvent d'un débat entre juristes pour définir les droits de propriété. Il est d'ailleurs possible d'interpréter les droits de propriété en question. Je considère la dimension des unités de compte comme quantitative parce que les unités de compte générées par un actif sont mesurables et correspondent aux flux financiers futurs estimés que

11 La capitalisation et donc la valorisation monétaire est fondée sur des notions de flux futurs actualisés ou discounted cash-flows. La financiarisation de l'économie n'est rien d'autre qu'une gouvernance fondée sur l'optimisation de ces flux futurs actualisés et le calcul de ces flux est le travail central des institutions financières, l'actualisation de ces flux futurs prenant en compte le risque que ces flux futurs prédits et modélisés ne se réalisent pas dans le futur. C'est fondamental, c'est le Coeur de la financiarisation et les ouvrages de Muniesa illustrent très bien ces procédés. « Notions such as discounted cash flow (DCF), net present value (NPV), and weighted average cost of capital (WACC) offer the kernel of the practices and techniques of capital budgeting, investment policy, and financial analysis found worldwide in businesses of all kinds (Muniesa and Bichler, 2020). »

l'actif devrait apporter, il s'agit d'unités en euros ou en dollars que l'on peut objectivement échanger contre d'autres unités de compte en dollar ou en euros. **La notion que je tente de dégager ici est une notion de monnaie comme relation entre les unités de comptes et les droits de propriété me semble intéressante en épistémologie économique pour tenter de réconcilier l'école Post-Keynésienne fondée sur l'étude des unités de comptes et l'école Néo-Institutionnaliste fondée sur l'étude des droits de propriété.**

Comme j'ai défini la monnaie comme unité de compte de droits de propriété et comme j'ai défini la monnaie comme l'institution centrale qui génère les autres institutions économiques que sont l'état, le marché ou encore l'entreprise, il me reste à distinguer mon approche de celle, passionnante, de Heinsohn¹². Ces chercheurs démontrent que l'économie est fondée sur les droits de propriété. Mon approche me semble compatible avec cette analyse au sens où la monnaie est le fondement de l'économie parce qu'elle est ce qui coordonne les actions économiques des acteurs – et non pas le marché – et cette coordination est rendue possible parce que la monnaie est un registre, une mémoire sociale, qui relie sans cesse les droits de propriété et les unités de compte. La pièce de monnaie possède toujours deux côtés, un côté qualitatif de la monnaie lié aux droits de propriété que la monnaie permet d'acquérir et un côté quantitatif qui correspond aux unités de compte de la monnaie.

La monnaie est alors une frontière qui évolue sans cesse. Prenons l'exemple d'un simple prêt immobilier. La monnaie est créée sous forme d'unités de compte en euros mais des droits de propriété comme l'hypothèque sont aussi créés pour que le banquier puisse s'approprier avec certitude le bien en cas de non-remboursement de la dette. Prenons l'exemple d'un business plan pour un nouveau

¹² Gunnar Heinsohn – Ownership Economics.

produit inexistant auparavant. Bichler et Muniesa citent par exemple la valorisation des données personnelles sur internet. On pourrait aussi parler de brevet ou de droit de propriété intellectuel pour une invention. A chaque fois, l'unité de compte monétaire, par exemple en euros, n'est créée que s'il existe des droits de propriété qui garantissent que le prêteur remboursera ces unités de compte. Symétriquement, les droits de propriété ne seront créés que parce que les analystes financiers ont calculé que l'invention du brevet ou du droit de propriété intellectuel rapportera de l'argent si bien que le coût de la création du nouveau brevet est inférieur aux revenus futurs générés par l'invention et protégés par le brevet. On voit bien que la monnaie évolue ainsi, dans une dynamique où la frontière que constitue la monnaie touche les droits de propriété du côté qualitatif et les unités de compte du côté quantitatif.

3. Théorie de la valeur-monnaie

Si la monnaie est le fondement de la science économique, alors elle doit être aussi le fondement de la valeur et il nous faut montrer qu'il peut exister une théorie de la valeur monétaire cohérente avec les deux grandes théories monétaires actuelles que sont la théorie de la valeur-travail et la théorie de la valeur-utilité. Cette approche nous semble pertinente pour réconcilier les deux grandes théories de la valeur. Ainsi, dans la théorie de la valeur-travail, le prix du bien ou du service provient du travail incorporé dans le bien ou dans le service. Selon la théorie de la valeur-rareté ou de la valeur-utilité, le prix provient des affections et des désirs des personnes. L'institution monétaire et donc les règles monétaires interviennent alors pour relier l'offre, la dimension de la valeur créée par des entreprises et des états

sur des marchés – on rappelle que dans notre thèse c'est la monnaie qui est la condition de possibilité de ces institutions et qui, historiquement, les génère - et la demande créée à partir des désirs des individus. C'est par cette rencontre au sein de l'institution monétaire que naît le prix. Ainsi, sans institution monétaire pour objectiver ces deux côtés de la valeur, il est impossible à un individu européen de commander une voiture dont les pièces peuvent être produites dans des dizaines de pays différents. Le prix est alors composé de trois dimensions qui sont orthogonales de la même manière que les trois dimensions x, y et z sont orthogonales dans un repère cartésien :

- Une dimension que je nomme ici économique et qui correspond à l'offre, à la production économique de notre bien ou service, ce coût intégrant le travail, la matière et l'énergie. Cette production est réalisée par les institutions économiques déterminées par l'institution monétaire. Il s'agit de la valeur-travail de l'économie classique.
- Une dimension que je nomme ici de consommation culturelle et qui correspond à la demande, au prix que le consommateur est prêt à payer du fait de son désir pour le bien ou pour le service. Il s'agit de la valeur-utilité de l'économie néoclassique.
- Une dimension que je nomme ici monétaire au sens où c'est l'institution monétaire qui va modifier et objectiver à la fois les coûts de production d'un côté et le prix que les acteurs sont prêts à payer – relation entre les acteurs – et objectiver aussi la qualité produite par l'offre du bien ou du service et la quantité de monnaie de la demande.

Ces trois dimensions sont nécessaires. S'il existe seulement deux dimensions, le bien ou le service n'a pas de valeur économique, pas de prix. Ainsi,

dans la pratique, c'est toujours la création de monnaie sous forme de crédit qui relie et actualise les deux dimensions qualitatives (les consommateurs achètent des droits de propriété grâce à leurs unités de compte monétaire) et quantitative (les entreprises produisent des droits de propriété pour obtenir des unités de compte en échange, du profit) et qui par cette liaison crée le prix. Avant la monétisation, il n'y a pas de prix et la monétisation actualise une demande et une offre potentielles pour les rendre réels. C'est le prêt accordé par la banque et/ou les fonds accordés par un investisseur qui vont transformer une activité économique potentielle en activité économique réelle. La valeur-utilité et la valeur-travail se transforment en prix grâce à un processus de monétisation qui dépend de la valeur-travail et de la valeur-utilité mais aussi du positionnement de l'entrepreneur dans le circuit monétaire qui va faciliter plus ou moins sa capacité à obtenir un prêt et des fonds propres afin de financer son projet pour que l'utilité et le travail passent du projet du business plan au monde réel. La production et la consommation deviennent économiques si et seulement si l'institution monétaire fait rentrer cette production et cette consommation dans l'enceinte économique par la procédure de monétisation. La valeur-travail et la valeur-utilité sont des conditions nécessaires mais non suffisantes à la valeur économique d'un bien ou d'un service si bien que seules les trois dimensions de la valeur ensemble sont nécessaires et suffisantes à la valeur économique. La valeur-monétaire qui est aussi une valeur de positionnement de pouvoir au sein de l'institution monétaire – la multinationale est mieux placée sur le circuit monétaire, notamment par son accès aux paradis fiscaux que le citoyen ou la PME – est la valeur la plus importante car elle peut créer une valeur culturelle par la publicité et créer une valeur travail en finançant un projet d'entreprise. Cela dit, on ne peut pas aller jusqu'à dire que la valeur-monnaie est la composante nécessaire et suffisante de la valeur économique car le bien ou le service proposé

par l'entreprise, peut très bien ne pas se vendre, quels que soient le travail de production et de publicité investis.

Nous avons cité un exemple extrait des travaux collectifs dirigés par Muniesa¹³ mais nous aurions pu citer de multiples autres exemples issus de ces mêmes travaux. Pour illustrer le raisonnement avec un exemple, si des joueurs jouent au football et que des spectateurs les regardent jouer, l'activité reste culturelle. L'activité devient économique si et seulement si des acteurs – généralement des financiers et des avocats – parviennent à vendre des droits sur la diffusion du match et/ou à vendre les places des spectateurs. Aucune économie du football n'est possible sans monétisation du football et donc sans créer des unités de compte attachés à des droits de propriété liés au football – par exemple les droits de propriété de diffusion télévisuelle des matchs.

Nous nommerons notre thèse selon laquelle la monnaie est la condition de possibilité des institutions économiques et donc de l'économie et du prix des biens et des services, la théorie de la valeur-monnaie. Cela signifie simplement que ce sont principalement les règles de l'institution monétaire qui fixent la valeur d'échange aux biens et aux services en influençant l'offre et la demande par l'investissement monétaire dans la production et la publicité, investissement qui requiert toujours la création de monnaie sous forme de crédit. Les prix sont alors déterminés essentiellement par les règles de création monétaire, de destruction monétaire et de transfert ou d'imposition monétaire. Cette théorie de la valeur-monnaie est une conception théorique qui nous permet de montrer le rôle de la monnaie comme double relation entre les hommes mais aussi entre les unités de compte et les droits de propriété puisque, encore une fois, les crédits ou les investissements en fonds propres sont des unités de comptes qui ne sont accordées

¹³ Ouvrages « Capitalization » et « Assetization » dirigés par Muniesa.

que si des droits de propriétés sont aussi créés afin de garantir aux prêteurs et aux investisseurs que les crédits seront remboursés et que les fonds propres seront rentables.

Dans cette construction théorique, le prix dépend donc de trois facteurs : un facteur de production économique, un facteur de consommation culturelle et un facteur institutionnel monétaire. Nous appelons la valeur d'usage (en fait il faudrait parler plus exactement de valeur-production car l'énergie et la matière sont aussi nécessaires à la production que le travail mais il est pratique de se référer ici à la tradition économique) la valeur qui concerne la production. Cette valeur peut aussi être nommée valeur-infrastructure car elle concerne l'infrastructure. Nous appelons la valeur-rareté ou la valeur-utilité, la valeur axiologique ou culturelle. Cette valeur peut aussi être nommée valeur-superstructure car elle concerne la superstructure. La dernière valeur concerne ce que nous nommons l'interstructure. C'est la valeur monétaire ou la valeur-interstructure ou encore la valeur institutionnelle mais en conservant à l'esprit que la monnaie est la matrice de toutes les institutions dans notre cadre conceptuel. Chaque dimension économique assure la médiation entre les autres dimensions économiques dans une relation triangulaire entre la valeur-infrastructure ou valeur d'usage (VU), la valeur-superstructure ou valeur culturelle (VC) et la valeur-interstructure ou la valeur institutionnelle ou monétaire (VI). Le prix ou la valeur d'échange est alors selon cette construction la somme de ces trois valeurs : $VE=VU+VC+VI$.

La question de la rente qui est le cœur de la science économique a été définie comme la différence entre le prix et le coût de production. Selon notre cadre théorique, cela signifie qu'il existe deux types de rentes. La première rente est culturelle ou superstructurelle, elle a trait à la capacité des vendeurs de convaincre par la publicité le consommateur d'acheter un bien ou un service à un prix

beaucoup plus élevé que le prix de production. La seconde rente est institutionnelle ou « interstructurelle » et donc surtout monétaire car la monnaie est selon nous la matrice des autres institutions. Ces rentes monétaires correspondent aux possibilités qu'ont les entreprises de garantir des revenus futurs grâce à des accès privilégiés à l'institution monétaire, par exemple via des montages d'investissement et de prêts dans des paradis fiscaux qui procurent une rente fiscale. A partir d'une démarche philosophique nous tentons donc de proposer une typologie de la rente liée à une typologie de la valeur car il nous semble fondamental de comprendre pourquoi le capitalisme au XXIème siècle est devenu non seulement financier mais aussi rentier. Selon cette analyse, l'explication vient d'un phénomène de compensation. Comme il est de plus en plus difficile de produire de la valeur d'échange à partir de la valeur d'usage car les besoins d'usage de base (s'alimenter, se vêtir, se loger, etc.) sont assurés, il s'agit d'accroître la VE en augmentant la VC par la publicité mais aussi en augmentant la VI par une nouvelle forme de féodalité essentiellement monétaire qui installe des péages pour l'utilisation de biens et de services, notamment par les droits de propriété intellectuelle mais surtout par les rentes de régulations qui représentent l'essentiel de la croissance de l'économie au XXIème siècle¹⁴. Ce sont les « unearned income » décrits par Veblen lorsqu'il parle d'activités prédatrices et c'est ce que l'économiste américain a analysé sous le phénomène de sabotage, prédisant que les gains de productivité allaient offrir des possibilités sans précédent de prédation par une logique des affaires qui capturerait

14 L'économiste James Bessen a montré dans ses travaux que la croissance du capitalisme est dominée par les actifs intangibles mais que ces actifs, depuis environ l'an 2000, ne sont plus dominés eux-mêmes par des droits de propriété et par des brevets mais par des rentes de régulation : [James Bessen : Intangible or Regulatory Rents? ; 2016.](#)

la logique industrielle si les Etats laissaient faire cette capture de l'industrie par les affaires, phénomène nommé depuis financiarisation¹⁵.

Une telle conception de la valeur permet de sortir de la tautologie néoclassique selon laquelle une activité est productive parce qu'elle rapporte de l'argent et elle rapporte de l'argent parce qu'elle est productive. Le salaire n'est en effet plus réduit à la valeur ajoutée du travail – théorie de la valeur-travail – ou à la demande – théorie de la valeur-utilité mais avant tout au positionnement de l'activité au sein de l'institution monétaire avec ses circuits de banques, de paradis fiscaux, d'accès aux financements, etc. Plus exactement, le salaire et plus généralement les prix dépendent de ces trois dimensions et la question de la rente dépend de la position de l'acteur économique par rapport au système monétaire de la même manière que la question de la rente dépendait de la position de l'individu par rapport au système féodal de la cour de Louis XIV à cette époque¹⁶.

4. Conclusion

Dans notre thèse, la main invisible n'est rien d'autre que l'institution monétaire, elle est la relation humaine fondamentale. C'est toujours la monnaie qui a pour fonction de relier à la fois des hommes entre eux et des unités de compte à des droits de propriété, soit en générant de nouvelles unités de compte et de

¹⁵ J'ai tenté de montrer pourquoi la combinaison des technologies numériques et de l'institution monétaire actuelle produit une nouvelle féodalité dans un article court <https://blogs.mediapart.fr/edition/dossier-david-graeber/article/241019/la-monnaie-democratique-contre-la-predation-neoliberale-par-christophe-petit> mais aussi dans un article plus long avec une étude empirique : <https://blogs.mediapart.fr/edition/dossier-david-graeber/article/131219/le-neoliberalisme-comme-regime-feodal-informatique-et-financier>.

¹⁶ Notre valeur-monnaie est assez proche de la valeur-pouvoir issue de l'ouvrage « Le Capital comme Pouvoir » de Nitzan et Bichler. Des économistes de cette école de pensée, Di Muzio et Robbins, ont d'ailleurs écrit un ouvrage « Debt as Power » assez proche de notre thèse. Il existe toute une école de pensée passionnante à ce sujet : <https://capitalaspower.com/>.

nouveaux droits de propriété, soit en les reconfigurant autrement. Le long extrait suivant de l'ouvrage « Ownership Economics », livre remarquable d'une clarté mozartienne, correspond bien à ce modèle dans lequel les unités de compte de la monnaie sont créées grâce à l'appui des droits de propriété si bien que les taux d'intérêts et toute la science économique aussi s'expliquent grâce au lien entre les unités de compte et les droits de propriété :

« Les opérations d'une économie basée sur la propriété ne sont pas dirigées par une "main invisible" (économie classique) ou un commissaire-priseur (économie néoclassique). Ce qui s'avère invisible, ce sont des centaines de millions de contrats de crédit, libellés dans la même monnaie de compte, et la menace implicite d'une action en recouvrement de dettes, qui maintient en mouvement tous les acteurs, du banquier au travailleur salarié et au bénéficiaire de la sécurité sociale. Les propriétaires immobiliers interagissent entre eux en tant qu'agents économiques en concluant des contrats nominaux libellés en argent, dont ils sont responsables avec leurs biens et qu'ils doivent remplir avec intérêt. Ce n'est qu'à la suite de ces contrats que les propriétaires établissent des marchés (...) L'économie de la propriété soutient que l'existence d'intérêts ne peut s'expliquer par la perte temporaire de profits (économie classique), la perte temporaire de consommation (économie néoclassique) ou la perte temporaire d'argent (économie keynésienne). L'économie de la propriété soutient plutôt que le taux d'intérêt résulte de la perte temporaire subie lorsque le propriétaire impose une charge sur sa propriété dans le cadre du processus de création d'argent. Cette perte n'est pas une perte temporaire de possession mais une perte résultant du sacrifice du rendement immédiate découlant de la propriété - la prime de propriété. ».

L'économie de la propriété de Heinsohn nous montrent que la monnaie s'appuie sur les droits de propriété. Seulement, ce que reconnaissent Heinsohn et

Steiger mais aussi ce que montrent les travaux regroupés par Muniesa, c'est que les droits de propriété sont souvent créés en même temps que les unités de compte de la monnaie. Ainsi, lorsqu'un entrepreneur produit un nouveau bien qui n'existait pas avant, la banque va créer de la monnaie sous la forme d'unité de compte si et seulement si des droits de propriété sont créés – par exemple sous la forme de brevet ou de droit de propriété intellectuelle – pour garantir que personne ne volera l'invention ou la maison s'il s'agit d'un prêt immobilier, etc. Encore une fois, le banquier prête parce que ces droits de propriété garantissent un monopole sur ces droits de propriété à l'emprunteur et donc des revenus liés à ce monopole. Par ailleurs, les documents d'émission de crédit précisent les conditions dans lesquelles les droits de propriété seront transférés au créancier si le prêteur ne rembourse pas les unités de compte prêtées. **Cette « thèse monétaire de l'économie » était déjà présente dans les travaux institutionnalistes de Veblen et de Commons mais il existe aujourd'hui une scission entre l'économie monétaire des unités de compte, le Post-Keynésianisme, et l'économie monétaire des droits de propriété, le Néo-Institutionnaliste. Cet article vise aussi à proposer une plateforme de dialogue entre ces deux écoles très complémentaires. La formalisation de cette plateforme prend la forme d'une définition de la monnaie inspirée par la comptabilité double. L'idée est que, si les institutions comme l'entreprise, l'état et le marché utilisent la comptabilité double et que, si l'institution monétaire de ces institutions est la monnaie alors la comptabilité double des entreprises et des états au sein du marché provient de la comptabilité double de la monnaie elle-même. L'utilité de la comptabilité double qui distingue les actifs des passifs n'est pas un hasard et provient de la nature profonde de la monnaie comme unité de compte (passif) de droits de propriété (actif). Ainsi, le bilan d'une entreprise est composé de droits de propriété à l'actif du bilan et d'unité de compte au passif du bilan. Cette**

double nature du bilan provient selon notre thèse de la double nature de la monnaie elle-même :

ACTIF MONETAIRE COMME DROITS DE PROPRIETE	PASSIF MONETAIRE COMME UNITES DE COMPTE
<ul style="list-style-type: none"> - Droits de propriété matériels - Droits de propriété immatériels 	<ul style="list-style-type: none"> - Unités de compte de fonds propres - Unités de compte de dettes
<p>Dimension “qualitative” : la monnaie crée les droits de propriété par les documents performatifs des banques d’investissement (credit application, loan agreement, etc.) et des fonds d’investissements (deal alert, preliminary investment memorandum, etc.). Le droit émerge de l’institution monétaire.</p>	<p>Dimension quantitative de la monnaie : La monnaie crée les unités de compte par les documents performatifs des banques d’investissements (credit application, loan agreement, etc.) à et des fonds d’investissement (deal alert, preliminary investment memorandum, etc.). La comptabilité émerge de l’institution monétaire.</p>

Encore une fois, cette définition de la monnaie nous semble intéressante pour connecter le programme de recherche néo-institutionnaliste qui analyse la monnaie par son côté qualitatif ou institutionnel avec le programme de recherche post-keynésien qui étudie la monnaie par son côté quantitatif ou comptable. La monnaie est à la nature ce que les institutions économiques – marchés, entreprises, états – sont aux espèces animales. La main invisible du marché est invisible car le marché n’existe pas et n’a jamais existé. La main invisible a toujours été la monnaie. Le

marché est seulement le nom donné par le pouvoir à un ordre monétaire que le pouvoir souhaite voir se perpétuer.

Dans cette construction théorique, la théorie de la valeur est avant tout monétaire et la valeur-travail des économistes classiques (comme la valeur-énergie ou la valeur-matière esquissée par l'économie écologique) et la valeur-utilité des économistes néoclassiques dépendent de la valeur monétaire car l'institution monétaire peut interdire la monétisation de certains travaux et certains biens pourtant utiles, comme elle peut faciliter la création de certains biens et services. Ainsi, une création monétaire publique va faciliter la production des biens et des services publics, avant même que ne soient pris en compte l'utilité, la rareté ou le travail de production de ces biens et de ces services. Avant d'avoir une valeur-rareté ou une valeur-travail, les biens et les services doivent avoir une valeur monétaire, c'est-à-dire qu'ils doivent entrer officiellement dans le monde monétaire grâce à l'institution monétaire qui peut interdire ou encourager ou dissuader la production et la consommation de certains biens ou services, sans même prendre en compte leur utilité, leur rareté ou le travail. C'est la monnaie qui crée l'utilité par la publicité et le travail par l'organisation de la production. L'air que l'on respire est utile mais il n'est pas monétarisé. Certaines choses sont rares mais ne sont pas monétarisées. Le travail des amateurs et des associations existe mais il n'est généralement pas monétarisé. C'est toujours l'institution monétaire qui décide de ce qui est monétarisé et qui donne une valeur économique aux biens et aux services.

On pourrait arguer que la monnaie est une créature de la loi et que c'est justement la loi et donc l'Etat qui interdit ou autorise de monétariser certains biens ou certaines activités. Notre thèse est que c'est la monnaie qui est première car elle est la relation centrale entre les humains. Par conséquent, la forme de l'institution

monétaire va donner plus ou moins de pouvoirs à certains acteurs – notamment les banques, les états, les entreprises et les citoyens - pour influencer l'écriture de la loi par le lobbying. J'avais tenté de démontrer quantitativement et théoriquement que la création de monnaie est parfaitement corrélée avec la création de loi et que le créateur de la loi¹⁷ est en premier lieu le créateur de la monnaie – et donc directement l'Etat ou les banques privées – et en second lieu les multinationales qui ont un accès privilégié à la création monétaire, notamment via un accès aux paradis fiscaux qui doivent eux-mêmes leur existence grâce au pouvoir de lobbying des banques auprès des Etats, pouvoir qui est la conséquence de leur pouvoir monétaire. L'économie est encadrée dans la monnaie et c'est même tautologique : seuls les biens et services monétisés appartiennent à la sphère économique. Ce qui est illusoire selon notre thèse, c'est de penser que l'institution monétaire est elle-même encadrée dans une autre institution, par exemple dans l'Etat ou dans le Marché. Au contraire, sans pouvoir de création monétaire, un Etat n'est pas souverain et dépend totalement de la création monétaire privée. Un Etat qui ne soit pas seulement formel mais aussi réel ne peut exister que dans une certaine configuration monétaire. Il en est de même d'un libre marché car le capitalisme rentier de connivence qui entrave aujourd'hui le libre marché n'est que la conséquence de la concentration des pouvoirs monétaires actuels au sein d'institutions bancaires « too big too fail » qui orientent et planifient le marché et rendent la concurrence réelle inexistante, ne serait-ce que par l'avantage compétitif que possèdent certaines entreprises par leur accès aux paradis fiscaux lesquels paradis fiscaux constituent justement les nœuds principaux qui donnent sa forme et donc ses caractéristiques au système monétaire actuel.

¹⁷ <https://blogs.mediapart.fr/edition/dossier-david-graeber/article/131219/le-neoliberalisme-comme-regime-feodal-informatique-et-financier>.

Pour conclure, dire que la monnaie n'est pas seulement une unité de compte mais une unité de compte de droits de propriétés, c'est dire qu'elle n'est pas neutre car, si les unités de compte sont neutres, les droits de propriété ne le sont pas. De plus, si Hudson et Graeber ont montré que l'histoire des sociétés humaines est l'histoire de l'appropriation des moyens de production de monnaie utilisés pour l'appropriation des moyens de production des biens et des services, cela signifie qu'il s'agit d'une lutte pour l'appropriation des droits de propriété. Ainsi lorsque Solon a fondé la démocratie en Grèce avec l'annulation des dettes, il s'agissait profondément de l'annulation des droits de propriété des prêteurs sur les emprunteurs qui réduisaient les emprunteurs à l'esclavage car l'appropriation des droits de propriété aboutit à l'appropriation des droits de propriété les plus fondamentaux, les droits de l'homme et du citoyen. On comprend alors que les enjeux de la politiques monétaires sont fondamentaux. Si, par exemple avec le convivialisme, l'on souhaite harmoniser des politiques anarchistes, sociales, libérales et écologiques, il est nécessaire de penser ce que sont des politiques monétaires et donc des règles institutionnelles monétaires – règles de création, de transfert ou d'imposition et de destruction de monnaie - anarchistes (au sens de démocratique), libérales, socialistes ou encore écologiques. L'institution monétaire est aujourd'hui à la fois captée par le privé et oligarchique, la théorie du ruissellement justifiant cette oligarchie monétaire et donc politique. On pourrait donc penser à faire co-exister une monnaie socialiste, étatique dans l'esprit de l'institution monétaire étatique des trente glorieuses en France¹⁸ et une monnaie écologique en créant de la monnaie pour financer des investissements verts avec le système monétaire « libéral » actuel assez peu libéral du fait du caractère « too big too fail » des banques systémiques. Cependant, l'histoire montre que l'institution

¹⁸ A ce sujet, Benjamin Lemoine, L'Ordre de la Dette.

monétaire étatique est souvent captée par l'institution monétaire privée si bien que la combinaison de referendums d'initiative citoyenne (RIC) et de monnaie souveraine étatique – pour reprendre le programme des Gilets Jaunes – semble nécessaire mais insuffisant. En dernier recours, si la monnaie n'est pas une unité de compte mais une unité de compte de droits de propriété, ce qui garantit de manière inaliénable les droits de l'homme et du citoyen, c'est une création monétaire démocratique versée régulièrement dans les comptes des citoyens. Cette monnaie complémentaire que l'on pourrait appeler la monnaie-don en référence aux potentialités originelle du don de Mauss, possède de nombreuses qualités parmi lesquelles la garantie du pouvoir des citoyens, l'éradication de fait de la pauvreté mais encore et surtout la production d'une économie plus éthique et démocratique par laquelle l'enrichissement du producteur devient proportionnelle aux biens et aux services fournis aux citoyens qui bénéficient de cette monnaie-don et non aux biens et aux services fournis à une oligarchie de financiers et de managers qui constituent la nouvelle noblesse et le nouveau clergé souvent improductifs et prédateur d'une économie devenue rentière et féodale. Comme l'avait prévu en effet l'économiste Veblen et comme l'analyse aujourd'hui Hudson¹⁹, la logique prédatrice et oligarchiques des affaires a capturé la logique démocratique industrielle tournée vers l'intérêt général. Pour comprendre cette tripartition du monde moderne entre producteurs, managers et financiers qui succède à la tripartition traditionnelle entre le tiers-état, le clergé et la noblesse, le lecteur curieux et pas encore lassé de ma compagnie – courage brave ami lecteur ! - pourra lire encore un autre de mes textes²⁰.

¹⁹ Michael Hudson – Dette, Rente et Prédation Néolibérale.

²⁰ Dans la nouvelle féodalité, la classe managériale a pour mission de faire accepter les ordres de la noblesse financière à la classe productive comme le clergé autrefois, la dogmatique managériale et financière remplaçant la scolastique pour servir non plus Dieu mais un Marché qui n'est rien d'autre que l'institution monétaire qui

Les règles de l'institution monétaire actuelle ne sont plus adaptées au niveau technologique atteint si bien que l'économie est devenue ce que Veblen avait prévu et ce que Hudson explique dans ses ouvrages, une économie de sabotage. Or, comme on ne produit plus que pour l'oligarchie financière qui fait ruisseler, on ne produit plus rien si ce n'est des bullshit jobs de corruption et de prédation pour capter des parts de la création monétaire oligarchique que les banques centrales et privées créent en abondance oligarchique afin de mieux répandre la misère démocratique. Le paradoxe, c'est que c'est en créant la monnaie directement dans les comptes des citoyens que l'on donnera alors aux acteurs économique l'incitation pour produire des biens et des services de manière démocratique pour les autres citoyens. La sortie du conflit entre l'Etat et le Marché, entre le communisme et le libéralisme, passe par l'anarchie au sens d'un fondement monétaire qui garantit l'égalité économique et donc sociale entre les citoyens. Ce droit inconditionnel à une part de la monnaie créée devrait être fondement des droits de l'homme et du citoyen La création monétaire oligarchique est le plus grand crime de l'histoire de l'humanité. Le ruissellement de la monnaie entraîne toujours celui du sang. La monnaie ne doit pas ruisseler depuis une oligarchie mais être un droit citoyen absolument inaliénable, le fondement de tous les droits de l'homme qui ne sont que des mirages sans ce droit qui fonde tous les autres droits. Toutes les révolutions ont échoué et elles continueront à échouer tant qu'elles ne comprendront pas que c'est la lutte pour l'appropriation des moyens de production de monnaie, le cœur essentiel et nouméal du capitalisme, qui surdétermine la lutte des classes pour l'appropriation des moyens de production de biens et de services, la surface phénoménale du capitalisme, son apparence. Confondre l'essence et l'apparence, le noumène et le phénomène, telle aura été l'erreur des

révolutionnaires perdus dans la caverne révolutionnaire depuis l'aube de l'humanité. Pour conclure sur une note peut être grandiloquente pourtant juste et lucide, les droits de l'homme et du citoyen ne peuvent être garantis que par une monnaie de l'homme et du citoyen et la révolution de 1789 ne sera réellement réalisée que le jour où cette monnaie de l'homme et du citoyen sera mise en place pour coexister avec les autres institutions monétaires. Or, sans monnaie de l'homme et du citoyen, les individus ne pourront reprendre en main un destin de l'humanité planifié aujourd'hui par les institutions financières qui créent l'essentiel de la monnaie au détriment des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité mais aussi au détriment de l'écologie car seule une monnaie complémentaire créée dans les comptes bancaires des citoyens par les banques centrales pourrait encourager les citoyens à produire localement et donc, écologiquement.

Christophe Petit